AD. — 1 — L. 12.608/2.

L
/F.

25 11 1976
Coordinations

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre et par le Secrétaire d'Etat au Budget et à la Politique scientifique, le 21 juin 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937 relative aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées", a donné le 20 octobre 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e juni 1976 door de Eerste Minister en door de Staatssecretaris voor Begroting en voor Wetenschapsbeleid verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging en aanvulling van de wet van 10 juni 1937 inzake de pensioenen en de terbeschikkingstelling van de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen en aanneembare scholen, zomede van de erkende vrije normaalscholen", heeft de 20e oktober 1976 het volgend advies gegeven :

25. NOV. 1976

1. A la suite des modifications que la loi du 10 juin 1937 a subies, son intitulé ne correspond plus à son contenu actuel et les nouvelles dispositions que le projet tend à y ajouter sont également sans rapport avec cet intitulé.

Il serait donc préférable d'en faire une loi autonome et d'abroger purement et simplement l'article 2 actuel de la loi du 10 juin 1937.

2. L'insertion des nouvelles dispositions du projet dans la loi du 10 juin 1937 entraînerait d'ailleurs cette conséquence que ces nouvelles dispositions ne seraient applicables qu'aux membres du personnel visés au dernier alinéa de l'article 1er de cette loi.

Cet alinéa donne en effet une définition du personnel enseignant qui diffère de celle qui résulte de la loi du 22 juin 1964, relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, et des arrêtés royaux pris en exécution de cette dernière loi.

Aux termes de l'article 3, § 1er, 1°, de la loi du 22 juin 1964, le personnel enseignant forme, avec le personnel directeur, une catégorie particulière distincte de celle du personnel auxiliaire d'éducation et l'arrêté royal du 2 octobre 1968 range parmi les fonctions de personnel auxiliaire d'éducation et non parmi celles de personnel directeur et enseignant, les fonctions de surveillant-éducateur (article 7, a, 1) et d'éducateur-économe (article 7, b, 10)

.../...

Or, l'article 1er, dernier alinéa, de la loi du 10 juin 1937 considère comme appartenant au personnel enseignant : les économes, les maîtres d'étude et les surveillants.

Ces membres du personnel auxiliaire d'éducation bénéficieraient donc des nouvelles dispositions du projet alors que d'autres membres du personnel appartenant à la même catégorie n'en bénéficieraient pas, comme, par exemple, les bibliothécaires (article 7, a, 4), les assistants sociaux (article 7, a, 8) et les administrateurs (article 7, c, 12).

Afin d'éviter toute erreur d'interprétation quant aux intentions exactes du Gouvernement, le projet de loi autonome proposé par le Conseil d'Etat, devrait contenir en un article 1er la détermination des catégories du personnel auquel ces dispositions nouvelles s'appliqueront, éventuellement par référence à l'une ou l'autre des lois précitées du 10 juin 1937 ou du 22 juin 1964.

3. Le projet se réfère à une classification des différents enseignements qui était encore en usage lors de l'entrée en vigueur de la loi du 29 mai 1959 mais qui ne correspond plus à celle qui a été établie par les lois organiques récentes en matière d'enseignement : loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

.../...

Or, selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les services rendus dans un établissement d'enseignement secondaire organisé conformément à la loi du 19 juillet 1971 ou dans un établissement d'enseignement supérieur organisé conformément à la loi du 7 juillet 1970 seront également pris en considération pour l'octroi de la pension des membres du personnel enseignant, et sont d'ailleurs, dès à présent, pris en considération par l'administration des pensions, à titre officieux.

Il conviendrait d'insérer dans le texte de la loi projetée une disposition qui donne une base légale à cette pratique administrative.

4./ Avant ~~Dans~~ la loi du 6 juillet 1970, l'enseignement spécial n'avait pas de statut particulier : les écoles et classes d'enseignement gardien et primaire spécial étaient rattachées à l'enseignement primaire (voir notamment article 23, alinéa 4 et article 69, § 1er, alinéa 4 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957) et l'enseignement secondaire spécial était organisé dans le cadre de l'enseignement technique (article 6, D et I, des lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957).

C'est la loi du 6 juillet 1970 qui a doté l'enseignement spécial d'un statut particulier applicable d'ailleurs aux trois niveaux prévus dans cet enseignement : gardien, primaire et secondaire.

.../...

L'institutrice qui a enseigné dans l'enseignement gardien spécial et l'instituteur qui a enseigné dans l'enseignement primaire spécial avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1970 pourront certainement bénéficier des dispositions de l'article 2, § 1er, 1er et 2me alinéas en projet de la loi du 10 juin 1937, pour cette partie de leur carrière. Mais pourront-ils encore en bénéficier pour les services rendus dans l'enseignement spécial gardien ou primaire après l'entrée en vigueur de la loi précitée du 6 juillet 1970 ? La rédaction des dispositions du projet semble appeler une réponse négative à cette question. En effet, ces dispositions prévoient pour le personnel enseignant de l'enseignement spécial le même régime que pour le personnel de l'enseignement moyen, normal, technique, artistique ou maritime, sans faire de distinction entre l'enseignement secondaire spécial et l'enseignement gardien et primaire spécial.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, telle n'est pas l'intention du Gouvernement. Les textes devraient donc être modifiés pour traduire clairement cette intention.

5. Le § 2 de l'article 2 en projet de la loi utilise l'expression "services coloniaux" sans préciser quelle catégorie de services est désignée par là.

Cette expression figure dans l'intitulé du chapitre 3 de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, dont l'article 22 énumère les services qui, à ce titre, peuvent être pris en considération pour l'application de cette loi.

.../...

Pour l'application de la loi en projet, il conviendrait de préciser le sens de l'expression "services coloniaux", éventuellement par référence à la loi précitée du 2 août 1955.

6. L'article 2 du projet dispose que la future loi produira ses effets le 1er septembre 1975.

Cette rédaction ne répond pas aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Conseil d'Etat.

Le Gouvernement, en effet, aurait l'intention de n'appliquer les dispositions de la loi en projet qu'aux seules pensions accordées à partir du 1er septembre 1975 et de ne donner un effet rétroactif à ces dispositions que pour le calcul de ces mêmes pensions. Le texte doit être modifié en conséquence.

*

Il se déduit des considérations qui précèdent que le projet doit être revu dans son ensemble.

---

1. Ten gevolge van de wijzigingen welke de wet van 10 juni 1937 heeft ondergaan, dekt het opschrift van die wet haar huidige inhoud niet meer; ook de nieuwe bepalingen welke het ontwerp eraan wil toevoegen, houden geen verband met dat opschrift.

Het verdient dan ook de voorkeur het ontwerp tot een autonome wet te maken en het huidige artikel 2 van de wet van 10 juni 1937 zonder meer op te heffen.

2. Als men de nieuwe bepalingen van het ontwerp in de wet van 10 juni 1937 zou opnemen, zouden ze overigens alleen toepassing vinden op de personeelsleden bedoeld in het laatste lid van artikel 1 van die wet.

Die alinea geeft immers een definitie van onderwijzend personeel, die afwijkt van die welke naar voren komt uit de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs en uit de koninklijke besluiten die ter uitvoering van die wet zijn vastgesteld.

Luidens artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 22 juni 1964 vormt het onderwijzend personeel met het bestuurspersoneel een bijzondere categorie die onderscheiden is van de categorie van het opvoedend hulppersoneel; het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 rangschikt het ambt van studiemeester-opvoeder (artikel 7, a, 1) en dat van opvoeder-huismeester (artikel

.../...

7, b, 10) onder de ambten van het opvoedend hulppersoneel en niet onder die van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

Artikel 1, laatste lid, van de wet van 10 juni 1937 rekent evenwel tot het onderwijzend personeel de huismeesters, studiemeesters en surveillanten.

Die leden van het opvoedend hulppersoneel zouden dus in aanmerking komen voor de nieuwe bepalingen van het ontwerp, terwijl andere van dezelfde categorie dat niet zouden doen, bijvoorbeeld de bibliothecarissen (artikel 7, a, 4), de maatschappelijke assistenten (artikel 7, a, 8) en de beheerders (artikel 7, c, 12).

Opdat de bedoeling van de Regering niet verkeerd geïnterpreteerd kan worden, zou het door de Raad van State voorgestelde ontwerp van autonome wet in een artikel 1 moeten bepalen op welke personeelscategorieën die nieuwe bepalingen toepassing zullen vinden, eventueel onder verwijzing naar de wet van 10 juni 1937 of naar die van 22 juni 1964.

3. Het ontwerp gaat uit van een indeling van de onderwijstakken, die nog gold ten tijde van de inwerkingtreding van de wet van 29 mei 1959 maar niet meer overeenstemt met die welke is vastgesteld door recente onderwijswetten : wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuren van het hoger onderwijs en wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs.

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zullen de diensten welke verstrekt zijn in een inrichting voor secundair onderwijs die georganiseerd is overeenkomstig de wet van 19 juli 1971 of in een inrichting voor hoger onderwijs die georganiseerd is overeenkomstig de wet van 7 juli 1970, echter eveneens in aanmerking komen voor toekenning van het pensioen van de leden van het onderwijzend personeel; nu reeds worden ze door de administratie der pensioenen officieus in aanmerking genomen.

In de tekst van de ontwerp-wet zou een bepaling moeten worden opgenomen die deze administratieve praktijk rechtsgrond geeft.

4. Vóór de wet van 6 juli 1970 had het buitengewoon onderwijs geen eigen statuut; de scholen en klassen voor buitengewoon kleuter- en hoger onderwijs waren gekoppeld aan het lager onderwijs (zie onder meer artikel 23, vierde lid, en artikel 69, § 1, vierde lid, van de op 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs) en het buitengewoon secundair onderwijs was georganiseerd in het kader van het technisch onderwijs (artikel 6, D en I, van de op 30 april 1957 gecoördineerde wetten op het technisch onderwijs).

Een eigen statuut is aan het buitengewoon onderwijs gegeven door de wet van 6 juli 1970; dat statuut geldt overigens voor de drie in dat onderwijs bestaande niveaus : het kleuter-, lager en secundair onderwijs.

.../...

De onderwijzeres die in het buitengewoon kleuteronderwijs en de onderwijzer die in het buitengewoon lager onderwijs hebben gestaan vóór de inwerkingtreding van de wet van 6 juli 1970 zullen stellig het voordeel kunnen genieten van het bepaalde in het ontworpen artikel 2, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 10 juni 1937 voor dat gedeelte van hun loopbaan. Maar zullen zij dat voordeel nog kunnen genieten voor de diensten die zij in het buitengewoon kleuter- of lager onderwijs hebben verstrekt na de inwerkingtreding van de genoemde wet van 6 juli 1970 ? Op deze vraag lijkt ontkennend te moeten worden geantwoord als men uitgaat van de redactie van de bepalingen van het ontwerp. Volgens die bepalingen geldt immers voor het onderwijzend personeel van het buitengewoon onderwijs dezelfde regeling als voor het personeel van het middelbaar, normaal-, technisch, kunst- of zeevaartonderwijs, zonder dat een onderscheid wordt gemaakt tussen het buitengewoon secundair en het buitengewoon kleuter- en lager onderwijs.

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering het niet zo. Wil men haar bedoeling duidelijk tot uiting brengen, dan moeten de teksten dus gewijzigd worden.

5. Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 2 van de wet werkt met de term "koloniale diensten", zonder nader te bepalen welke categorie van diensten daarmee wordt bedoeld.

.../...

De term komt voor in het opschrift van hoofdstuk III van de wet van 2 augustus 1955 houdende perekwatie van de rust- en overlevingspensioenen waarvan artikel 22 de diensten opsomt die als zodanig in aanmerking kunnen komen voor de toepassing van die wet.

Voor de toepassing van de ontworpen wet zou de betekenis van de term "koloniale diensten" moeten worden verduidelijkt, eventueel onder verwijzing naar de genoemde wet van 2 augustus 1955.

6. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de toekomstige wet uitwerking zal hebben met ingang van 1 september 1975.

Dit strookt niet met de bedoeling van de Regering zoals die aan de Raad van State te kennen is gegeven.

De Regering zou namelijk voornemens zijn de bepalingen van de ontwerp-wet alleen toe te passen op de pensioenen toegekend met ingang van 1 september 1975, en ze alleen voor het berekenen van die pensioenen te doen terugwerken. De tekst moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

*

Uit dit alles moge blijken dat het ontwerp in zijn geheel moet worden omgewerkt.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.